



**Rives méditerranéennes**

**1 | 1998**  
**Partis, pouvoir local...**

---

## Le Syndicat des trois États et du peuple au milieu du XVe siècle

**Carmen Batlle**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/142>  
DOI : 10.4000/rives.142  
ISBN : 978-2-8218-0000-7  
ISSN : 2119-4696

### Éditeur

TELEMME - UMR 6570

### Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 1998  
Pagination : 25-38  
ISSN : 2103-4001

### Référence électronique

Carmen Batlle, « Le Syndicat des trois États et du peuple au milieu du XVe siècle », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 1 | 1998, mis en ligne le 22 juillet 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/142> ; DOI : 10.4000/rives.142

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# *Le Syndicat des trois États et du peuple au milieu du XVe siècle*

Carmen Batlle

---

- 1 A l'occasion de cette « Journée sur les partis et le pouvoir local » je reprends un sujet qui m'est cher : l'histoire de la Barcelone médiévale. En effet, il y a un certain temps que je travaille sur l'histoire de la ville, surtout de son gouvernement municipal et des hommes qui en furent les protagonistes; le sujet a été la base de ma thèse de doctorat<sup>1</sup>. Ce qui m'intéressait était le développement de la commune au long d'une période difficile pour la Catalogne, et aussi pour sa capitale, c'est-à-dire des dernières années du long règne de Pierre le Cérémonieux (1336-1387) jusqu'à l'éclat de la guerre civile en 1462. C'est la même époque étudiée du point de vue économique par Claude Carrère<sup>2</sup>, qui a intitulé sa thèse « Barcelone à l'époque des difficultés ». Pendant ces plus ou moins 80 ans de la vie de la ville, qui était alors la capitale économique de la Couronne d'Aragon, les difficultés ne manquent pas et elles sont évidentes puisqu'elles finissent par déclencher une guerre civile, dirigée par la ville même contre son roi, Jean II, qui durera dix ans.
- 2 En ce qui concerne la commune barcelonaise, dotée d'une autonomie administrative par ses souverains moyennant une série de privilèges, dont le premier document conservé date de 1249, elle est bien établie en 1284<sup>3</sup>. Perfectionné et pleinement consolidé, le système reste toujours sous la protection royale. Nous constatons une première révolte contre l'autorité municipale l'année suivante, avec la possible formation d'un groupe au gouvernement communal; mais peu de sources nous renseignent sur son évolution et sur la cruelle répression qui s'en suivit<sup>4</sup>. L'événement de Barcelone coïncide avec d'autres révoltes en Flandre, en Italie, car l'Europe occidentale vit une époque de crise vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.
- 3 Mieux connus sont les événements du siècle suivant, à la fin du règne de Pierre le Cérémonieux, quand nous pouvons parler déjà de deux groupes antagonistes, peut-être des partis politiques, sortis de la même oligarchie qui gouvernait la ville et agissant avec la permission du roi. Celui-ci, toujours en quête d'argent pour financer les guerres contre Gênes et la Castille, se heurta à la résistance des conseillers barcelonais face à de

nouvelles exigences au lendemain de la faillite de plusieurs banquiers ruinés par l'ambitieuse politique royale en Méditerranée et dans la péninsule. Et il ne s'agissait pas seulement des banquiers, mais aussi des marchands, artisans, etc., tout le monde en Catalogne était presque ruiné après des années de guerre.

- 4 La résistance des autorités urbaines à payer, c'est-à-dire à accéder à la volonté royale, provoqua la réaction d'un souverain autoritaire qui donna alors son appui à un groupe dissident au sein de la même oligarchie. Ce groupe, qu'on pourrait appeler « le parti de la réforme », envisagea la prise du pouvoir afin de réaliser des projets portant sur le changement du système des élections municipales et d'autres aspects de la commune, c'est-à-dire un ensemble de mesures qui essayait une certaine démocratisation (mot moderne que j'emploie avec réserve). Le projet de réforme fut élaboré et rédigé en douze paragraphes lors des réunions des membres de ce parti permises par le roi de façon exceptionnelle, puisqu'il était strictement défendu de se réunir sans permission des autorités. Cette permission avait été donnée auparavant seulement aux associations marchandes ou consulats et aux corporations des métiers, avec l'idée de faciliter leur action d'entraide et la résolution de leurs conflits.
- 5 Nous connaissons le parti de l'opposition et ses projets de réforme grâce au document donné aux conseillers avec ses 12 paragraphes, qui n'entrèrent jamais en pratique à cause de la mort du roi et des opinions différentes de son successeur, favorable à l'oligarchie traditionnelle.
- 6 Ce qu'il faut retenir de cet événement, exposé si rapidement qu'il a fait déjà l'objet d'une publication<sup>5</sup>, c'est la concession extraordinaire de la permission royale pour les réunions du groupe de l'opposition; ce qui était un privilège spécial à des circonstances exceptionnelles. Ces circonstances se produisent encore, plus ou moins semblables, au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, l'époque qui nous intéresse maintenant. A cette époque, la crise de Barcelone, dans son aspect municipal et social, est encore plus complexe que l'événement du siècle précédent. Le sujet a même déclenché une polémique avec Jacques Heers, qui avait reçu le résumé de ma thèse de doctorat publié par l'Université de Barcelone lors de la soutenance. Ce résumé a fait l'objet de la part de cet historien d'une analyse assez poussée et de quelques critiques dans son livre *Les partis et la vie politique dans l'Occident médiéval* (Paris, 1981). La méconnaissance de la thèse elle-même publiée en deux volumes par l'Université porta J. Heers à manifester des opinions fondées seulement sur le résumé et sur un article complémentaire. Comme quelques-unes des critiques étaient inacceptables, j'ai dû répondre par un article paru dans *Acta Mediaevalia* (Barcelone), 3 (1982)<sup>6</sup>.

## Le syndicat des trois états du peuple de Barcelone

- 7 A partir d'ici je vais centrer le sujet sur un seul point : la formation légale d'un syndicat (assemblée, selon J. Heers) à Barcelone au milieu de l'année 1452, appelé « Le syndicat des trois états et du peuple de Barcelone ». Il naquit sous la protection du gouverneur général de la Catalogne, Calceran de Requesens, qui obtint lui-même la permission du roi Alphonse le Magnanime, éloigné de son royaume péninsulaire pour résider dans celui qu'il avait conquis en Italie, c'est-à-dire Naples. Il s'agit d'une nouveauté au Moyen Âge : les réunions des représentants des trois états inférieurs de la ville, étant absent l'état le plus important du point de vue social et du pouvoir, celui des citoyens « honorés » ou honorables (dans le sens de propriétaires d'honneurs, mot équivalent à terres, biens

immeubles). Dans le syndicat il n'y a que les représentants des marchands, des artistes (mot qui désigne ceux qui appartiennent à un art : notaires, apothicaires, chirurgiens-barbiers, procureurs des tribunaux, etc.) et aussi des artisans, avec le menu peuple, non représenté directement. Les artisans présents aux réunions sont seulement les maîtres des métiers.

- 8 Ce syndicat des trois états et du peuple constitua la base populaire d'un parti politique, dont le petit groupe dirigeant appartenait à l'état supérieur, celui des riches citoyens et des hommes d'affaires. Ce parti reçut le nom de la *Busca*, nom qui signifie chose petite, chassie dans l'œil, éclat de bois, particule gênante vis-à-vis du parti qui gouvernait la ville. Celui-ci, l'oligarchie, le patriciat, installée au pouvoir depuis deux siècles, recevait le nom de *Biga* : poutre. Ce sont des sobriquets bien expressifs.
- 9 L'idée d'un parti solide, stable, bien constitué, n'est pas très claire pour les contemporains. On trouve seulement une définition approximative : « les hommes qu'aujourd'hui on appelle vulgairement les hommes de la *Busca* ». Quoi qu'il en soit, la lutte des deux factions pour dominer le pouvoir urbain, toujours sous l'œil vigilant du gouverneur, le tout-puissant Requesens, présente une première période favorable à la *Busca*, qui arrive à l'Hôtel de Ville des magistrats ou conseillers de son parti; après quoi ils obtiennent du roi Alphonse un nouveau privilège qui change le système des élections et le nombre des conseillers, des jurés du Conseil des Cent, etc. dans un sens plus égalitaire pour les états de la ville.
- 10 Revenons à la naissance du syndicat barcelonais qui eut lieu en même temps que celui des paysans de « remensa » (ou rédemption); les deux syndicats étant sous la protection royale vers 1450. Tous les deux naissent à cause des circonstances sociales et économiques difficiles et des réponses négatives à leurs demandes des autorités municipales d'un côté et des seigneurs laïcs et ecclésiastiques de l'autre côté. La demande et la revendication d'un syndicat de la part des marchands et des artisans barcelonais, présentées au roi Alphonse par le gouverneur de la Catalogne, ne furent pas écoutées au premier abord, car le souverain avait peur d'une révolte violente comme celle de l'île de Majorque enfin écrasée par l'armée royale<sup>7</sup>. A Barcelone, toutefois, l'ennemi de l'oligarchie et le promoteur du syndicat et de la *Busca*, était le garant de l'ordre public, ce qui finit par convaincre le roi, malgré les ambassades que les conseillers de la ville envoyèrent à Naples auprès du souverain pour protester et demander le remplacement ou le bannissement du gouverneur.
- 11 Il est facile d'imaginer l'opinion des patriciens et des gros bourgeois sur les hommes du syndicat appuyés par tout le peuple urbain, quand ceux-ci demandèrent l'annulation de certains privilèges municipaux. Alors les conseillers durent avouer que la pétition avait été faite par des marchands, des artistes et des artisans et de presque tout le peuple; et ils avaient peur de possibles agitations dans les rues. La mauvaise opinion des patriciens sur les hommes du parti réformateur se trouve écrite dans le « Journal de la Generalitat », que tenait à jour le notaire Jaume Safont : « Ce sont des hommes pauvres et sans ressources, qui ont du mal à vivre à cause de leur paresse et de leurs mauvais vices, et qui cherchent le remède à leurs malheurs dans la diffamation de la ville et des autorités municipales. »<sup>8</sup>
- 12 Pourtant tous les *Buscaris* n'étaient pas des pauvres gens, car le groupe dirigeant était constitué par quelques citoyens rentiers et riches marchands enrôlés par ambition personnelle ou par l'influence du gouverneur, comme les Destorrent, père et fils, amis de

celui-ci<sup>9</sup>. La base du parti était sans doute le syndicat doué d'une force sociale et politique remarquable, surtout par la peur qu'il inspirait, peur d'agitations populaires ou révoltes violentes. Cette peur retarda deux ans la permission royale des réunions du syndicat; de toute façon les réunions eurent lieu également ou dans des petites villes voisines de la capitale, toujours sous la protection et la présidence du puissant gouverneur. Enfin, le roi céda et donna sa permission le 14 octobre 1452, bien que limitée à sa volonté et pour une durée déterminée, un an seulement.

## La composition du syndicat<sup>10</sup>

- 13 Avant de voir son activité il faut analyser la composition du syndicat. C'était très simple, avec une organisation fondée sur le nombre des métiers importants. Comme le manifeste son nom complet, il se composait de délégués des trois états inférieurs, mais leur proportion était inégale dans l'ensemble des syndics, une centaine (exactement 98 en 1454). Les six premiers syndics appartenaient au secteur commercial : deux marchands, deux boutiquiers et deux marchands de blé. Les suivaient neuf artistes ou représentants des arts : deux notaires publics et un royal, deux apothicaires, deux ciriers (ou fabricants de cierges) et deux barbiers-chirurgiens.
- 14 Le reste des syndics, 83 hommes, étaient des maîtres artisans qui au nombre de deux et parfois d'un seul, représentaient leur métier selon l'importance de celui-ci ou le nombre de ses affiliés. On observe la présence de deux cordonniers, deux tailleurs, deux tanneurs, un nombre égal de tisserands de toiles de lin, de tisserands de draps de laine, de cotonniers, de bateliers, et ainsi de suite jusqu'à trente-neuf métiers ou confréries, qui parfois réunissaient quelques métiers ayant une certaine affinité, par exemple les armuriers (fabricants d'épées) et les lanciers. Ceux qui n'avaient qu'un seul délégué étaient les verriers, les ciriers de suif, les fabricants de drapeaux et d'autres métiers tout aussi minoritaires.
- 15 Une fois réunie toute cette assemblée, ils prenaient des décisions et élaient une commission de dix-huit membres pour porter à exécution leurs accords ou présenter des documents aux autorités. La réunion de tous, clandestine ou déjà légale, devait se dérouler sous la présidence de Requesens, le gouverneur général de la Catalogne et aussi lieutenant du roi pendant un certain temps. Ce noble, un chevalier, était conseiller royal, seigneur de Molins de Rei, près de Barcelone, un grand personnage en somme, comme ses descendants immédiats<sup>11</sup>.
- 16 Sans Requesens le syndicat n'eût pas existé ni le parti de la *Busca* ne fût pas arrivé au pouvoir, ce qui explique l'originalité de ces institutions urbaines dans le Moyen Age occidental. C'est lui qui présidait toutes les réunions qui se tenaient au couvent des frères dominicains ou à la chapelle du palais du gouverneur appelé le Palais royal mineur. La présence d'un officier du roi était obligatoire, comme il était indiqué dans le texte de la permission du souverain, et le plus important de ces officiers était le gouverneur, le protecteur du syndicat et son intermédiaire auprès du roi Alphonse. Une autre présence était nécessaire, celle d'un notaire pour dresser procès-verbal des sessions et rédiger les accords et d'autres documents. Ce notaire était naturellement un greffier de la cour de justice du gouverneur.
- 17 Le syndicat avait besoin aussi d'un trésorier qui devait recueillir et administrer les quote-parts payées par les affiliés; ce trésorier fut un boutiquier, beau-père d'un avocat

assesseur de Requesens. En plus, on avait besoin d'un messenger qui se chargeait de convoquer les syndics pour la réunion du lendemain et d'autres commissions. À côté de ces hommes qu'on peut définir comme des employés plus ou moins fixes, il y avait les collaborateurs occasionnels : des portiers qui étaient ceux du palais du gouverneur, un courrier, des trompettes qui faisaient les annonces, un prêtre pour dire la messe en présence des syndics lors des grandes fêtes, et enfin des avocats, qui étaient ces officiers royaux de la cour de justice du gouverneur, dont les conseils étaient nécessaires pour les problèmes importants. Le grand rôle des avocats dans les communes et autres institutions est une caractéristique de l'époque. Il faut remarquer spécialement l'action décisive des hommes de loi à côté des autorités municipales, à ce moment du parti de la *Biga*, et encore plus à côté des syndics, qui étaient pour la plupart des maîtres artisans, comme on l'a vu, qui n'avaient pas fait d'études ni reçu aucune préparation. Quelques-uns seulement avaient une certaine culture et avaient des livres chez eux : livres du métier (les argentiers), mais surtout des livres religieux, de prières et de formation morale.

- 18 Toute l'organisation administrative du syndicat, comme toute bureaucratie, exigeait des dépenses : il fallait payer les fonctionnaires cités, les avocats, acheter du matériel pour écrire, les torches pour illuminer la salle, etc. Bien que nous n'ayons pas de renseignements sur les quotes payées périodiquement par les affiliés, il faut supposer que la somme globale suffisait, mais des dépenses extraordinaires dépassaient ce budget : celles des syndics envoyés à Naples pour défendre le parti de la *Busca* et son programme, pour demander la protection royale et, plus tard, les privilèges rénovateurs. On sait que le marchand Miquel de Manresa dépensa lors de son ambassade une somme considérable, plus de 655 livres barcelonaises, et il y eut d'autres ambassades auprès du roi.
- 19 Comme le syndicat était convaincu qu'il travaillait pour la communauté, pour le bien public et la prospérité de la ville, il considéra que cet argent était dépensé pour arriver à cet objectif avec la permission royale. La conclusion logique du raisonnement des syndics fut de présenter la note à la caisse municipale afin d'être remboursés par la commune, démarche qui provoqua bien des problèmes. Nous y reviendrons, car le scandale fut énorme.

## Le triomphe du syndicat et de la *Busca*

- 20 Ce qui nous intéresse maintenant c'est de préciser comment le parti de la *Busca* obtint le pouvoir grâce au gouverneur Requesens. Non seulement il arriva à neutraliser ses ennemis et à occuper les postes supérieurs, mais encore à établir un changement profond dans la commune. En effet, lors des élections des conseillers, les syndics s'empressèrent d'agir contre l'oligarchie avant que celle-ci n'élise ses hommes pour continuer à gouverner la ville comme d'habitude. Les *Buscaris* avaient un argument légal pour arrêter le fonctionnement normal du système : le mépris de l'oligarchie vis-à-vis des privilèges plus anciens qui réglaient les élections des conseillers et des fonctionnaires plus importants. Cet argument suffit au gouverneur pour paralyser les élections du 30 novembre 1453 et nommer lui-même des conseillers provisoires, naturellement des *Buscaris*. C'étaient des patriciens, car tous les postes et les charges de responsabilité de la commune étaient réservés à l'état supérieur.
- 21 Précisément, une revendication des syndics était dirigée contre ce monopole qu'ils voulaient briser afin de pouvoir arriver aux ressorts de l'autorité supérieure, c'est-à-dire que les trois états puissent entrer dans le groupe des cinq conseillers et des autres

fonctions de responsabilité, être élus aussi comme ambassadeurs de la ville auprès du roi et comme représentants de Barcelone aux « Cortes » générales, etc. Cette idée de participation au pouvoir était aussi un point du programme du parti de l'opposition formé en 1386 dont nous avons parlé au début.

- 22 Le premier pas des *Buscaris* pour accéder au pouvoir à Barcelone fut l'obtention de la permission royale favorable au syndicat, plus exactement le prolongement de son existence pour deux ans (la première concession était pour une durée d'un an) à partir de la date d'expédition du document, le 8 novembre 1453 (le premier était daté d'octobre). Le motif exposé dans le document était l'intention de la ville de se mettre à la disposition de Barcelone au service du roi ce qui signifiait surtout de lui fournir de l'argent, selon l'idée du gouverneur Requesens, qui défendait ses protégés de la méfiance du souverain avec cet argument décisif.
- 23 A la fin du même mois de novembre de 1453, date des élections municipales, le coup de force du gouverneur porta la *Busca* au pouvoir, pouvoir remis aux mains d'un groupe réduit d'hommes fidèles à Requesens qu'on peut définir de *Buscaris* modérés. Ils étaient modérés par comparaison avec les plus exaltés du syndicat, bien plus radicaux. Si ce groupe, socialement plus distingué que les syndics, était arrivé à gouverner la ville, nous nous demandons quel était le rôle de ces derniers en ce moment. Il faut remarquer que certains d'entre eux avaient été élus pour faire partie de l'assemblée consultative des autorités, le Conseil des Cent, ou pour exercer des charges subalternes. Par exemple, le sellier Pere Rubio, de qui les ennemis politiques, la *Biga*, disaient qu'il ne savait ni lire ni écrire, fut élu écrivain des oeuvres publiques, surtout des murailles. De cette façon quelques syndics pouvaient participer, un peu de loin, au gouvernement de la ville.
- 24 Tout de même le syndicat continua à maintenir ses réunions où se déroula une activité qui apparaît de forme parallèle à celle du groupe modéré installé à l'Hôtel de Ville, avec des initiatives plus radicales. Nous en connaissons quelques-unes. La première des tâches qu'il entreprit fut une investigation afin de contrôler l'administration du trésor public qu'avait fait jusqu'alors l'oligarchie écartée du pouvoir. La tâche des syndics était complémentaire de l'action de la justice contre les abus des citoyens qui avaient exercé les charges de conseillers, clavaire et d'autres responsabilités sur l'argent public. Ces citoyens étaient accusés devant la Cour royale du gouverneur d'agir contre les privilèges municipaux, de malversation des deniers de la ville, de profiter des charges pour leur bénéfice et celui de la famille. Dans une certaine mesure ces procès étaient l'action dissimulée de la vengeance du gouverneur Requesens contre les hommes qui l'avaient empêché de diriger le pays au nom du souverain comme son lieutenant et de réunir les sommes d'argent que le roi Alphonse réclamait tout le temps pour financer son ambitieuse politique italienne. C'est une phase de la lutte entre l'absolutisme royal et l'autonomie municipale.
- 25 Précisément c'était un syndic qui présentait les accusations contre les patriciens de la *Biga* devant le tribunal ou cour royale qui était présidé par le même Requesens! On voit ici clairement l'action de ce personnage tout-puissant en Catalogne à ce moment et bien des années auparavant en dépit de la présence de la reine Marie, qui, abandonnée par son mari et dégoûtée de la politique catalane, revint à son pays d'origine, la Castille.
- 26 Comme c'était le syndic accusateur qui s'occupait de saisir les biens des patriciens accusés de malversation, nous pouvons imaginer sans effort l'opinion des poursuivis, qu'on trouve écrite dans le « Journal de la Generalitat » déjà mentionné. Le notaire y écrivit à propos de cette persécution que le gouverneur agissait sans contrôle de personne, comme



un cheval courant avec les rênes déliées, à son gré. Ces procès finirent sous la présidence d'un autre juge qui fut substitué au gouverneur; ce fut le nouveau lieutenant du roi Alphonse en Catalogne, son frère Jean, alors roi de Navarre, qui remplaça la reine Marie; mais les résultats ou sentences contraires au patriciat lui valurent la haine de ces puissants citoyens et leur vengeance quelques années plus tard : ils déclenchèrent une guerre civile contre Jean de Navarre, devenu roi d'Aragon, qui dura dix ans, divisa les Catalans et ruina leur pays.

- 27 La seconde des tâches du syndicat fut celle de récupérer l'argent dépensé pendant les deux ans où il agit dans l'opposition, l'incroyable somme de 3 416 livres et 8 deniers barcelonais<sup>12</sup>. Le 26 mai 1454 le roi commanda à son chancelier l'expédition d'une provision adressée aux conseillers barcelonais, au Conseil des Cent et aux administrateurs de la banque municipale (la Taula de Canvi) leur ordonnant de payer cette somme au syndicat. Une commission de cinq syndics se chargea de présenter personnellement le document au bout de trois mois aux conseillers de leur même parti, qui devaient convoquer une réunion du Conseil des Cent pour obtenir leur confirmation de l'ordre de paiement. Bien qu'une certaine partie des jurés de cette assemblée étaient syndics de la *Busca*, d'autres n'appartenaient pas à ce parti et reprochèrent aux *Buscaris* d'être à la fois juges et partie intéressée dans cette affaire, car l'argent du commun devait passer dans leurs poches.
- 28 Au milieu de ce scandale, encore exagéré par le parti ennemi, la somme fut payée en novembre à une délégation du syndicat, qui fut accusée de ne pas avoir dépensé l'argent pour le bien public, d'accaparer les charges municipales, de voler l'argent des Barcelonais, etc. Le même notaire de la Generalitat écrivit sur son célèbre Journal : « Via fora, lladres! » (Hors d'ici, voleurs!) avec le commentaire suivant : avant leur arrivée au pouvoir, les *Buscaris* avaient promis au peuple la baisse des impôts, l'assainissement des finances municipales, et maintenant ils faisaient tout le contraire.
- 29 La troisième des tâches du syndicat fut la réforme de la composition du conseil, c'est-à-dire du pouvoir exécutif, obtenue grâce à un deuxième coup de force de Requesens le 1<sup>er</sup> mars 1455, au moment de l'élection des nouveaux magistrats. L'obtention d'un autre privilège royal qui devait se substituer à tous les autres, allait ouvrir légalement le conseil à l'entrée des trois états inférieurs. Cette participation au pouvoir de décision était la voie vers une certaine démocratisation. La rédaction du projet qu'il fallait envoyer au roi fut l'œuvre d'un notaire, Francesc Matella, alors quatrième conseiller, assisté par des avocats experts, toujours sous la supervision de Requesens. Comme celui-ci obtint du roi cette concession, la promulgation du nouveau privilège eut lieu en octobre de l'année 1455, et, en échange, la ville fit un cadeau exceptionnel au souverain : tout un comté, celui d'Empuries, une plaine céréalière située près de la mer au nord de la Catalogne; c'était un grand domaine seigneurial acheté par Barcelone au commencement du XV<sup>e</sup> siècle.
- 30 Grâce à ce privilège, des hommes des états inférieurs arrivaient enfin à occuper le poste le plus important, celui de conseiller, selon le programme de la *Busca* : des cinq conseillers, le premier serait citoyen « honoré », le second et le troisième des marchands, le quatrième un artiste (un notaire, en 1455, l'était déjà) et le cinquième un maître artisan (un orfèvre, l'était déjà).
- 31 L'indignation de l'oligarchie éloignée de l'Hôtel de Ville arriva à son comble, car, après avoir perdu le pouvoir, maintenant l'état supérieur perdait le monopole du gouvernement de la capitale. Sur le « Journal de la Generalitat » le notaire écrivit : « C'est la même chose qu'on y mette des boucs (dans le conseil) que des hommes de vile



condition (sociale) », des hommes méprisables, en somme. Ensuite il remarquait que c'était une époque de déluge et « avec le déluge tout le fumier flotte »; il ajoutait qu'il y eut une éclipse au moment de la promulgation du privilège et que seule la miséricorde divine empêcha l'écroulement du palais, comme le méritaient Requesens et ses partisans, « qui ce jour-là ont fait perdre la liberté à la ville la plus noble du monde ». Le notaire reconnaissait que c'était l'œuvre du syndicat qu'il définissait comme « une congrégation (ou assemblée) de voleurs et de *bacallars* », une injure terrible à l'époque dont je ne connais pas exactement le sens ni l'équivalent en français médiéval.

- 32 Dans le nouveau privilège, le roi se borna à accepter le triomphe de Requesens et de la *Busca* et à légaliser la décision du Conseil des Cent à propos de l'ouverture du conseil aux états inférieurs. C'était une vraie révolution pour l'époque.

## La fin du syndicat

- 33 Pendant tous ces événements le syndicat agissait au moyen d'un groupe de ces syndics installés à l'Hôtel de Ville et participait directement au gouvernement, puisque le quatrième conseiller était syndic ainsi qu'une partie des jurés du Conseil des Cent. En plus, il devait s'occuper de rentrer au Conseil des Cent et de récupérer le pouvoir.
- 34 Les syndics du directoire continuaient leur activité bien qu'ils ne pouvaient pas convoquer leur assemblée générale une fois passé le délai des deux ans fixé par le document donnant la permission royale. La dernière rénovation de cette permission fut négociée par Requesens auprès du nouveau roi, Jean de Navarre et d'Aragon, et il l'obtint pour six ans en 1459, mais les circonstances difficiles et l'exil du gouverneur en empêchèrent le fonctionnement normal. De toutes façons, le syndicat disparut définitivement avant la fin de ce délai, anéanti par l'oligarchie qui réussit à récupérer le gouvernement de Barcelone.
- 35 Dès qu'ils eurent repris l'avantage, profitant de l'absence du roi, les conseillers osèrent emprisonner puis exiler de la ville leur ennemi Requesens. Sans son protecteur, la fin de la *Busca* était inévitable, une fin qui fut violente. En effet, la *Biga* jouit du plaisir de la vengeance avec la condamnation à mort de ses ennemis les plus haïs, c'est-à-dire les principaux dirigeants *buscaris*. L'action qui déclencha cette vengeance fut une réunion du syndicat considérée comme illégale la permission royale étant expirée suivie d'un véritable complot, selon l'accusation de la *Biga*. Le détail qui compliqua toute l'affaire à cause de son implication politique fut la sortie des syndics dans la rue après la réunion comme une manifestation publique favorable au retour du roi Jean à Barcelone.
- 36 La présence tumultueuse d'une centaine de syndics accompagnés d'un grand nombre de gens, c'est-à-dire du peuple, devant le palais royal fut considérée comme une émeute par les autorités municipales. La répression de ce délit ne se fit pas attendre et commença avec l'expulsion des hommes affiliés au syndicat qui étaient en même temps jurés du Conseil des Cent ou avaient des fonctions publiques à l'Hôtel de Ville. En premier lieu, on en expulsa seize, dont le plus important était un marchand en blé, Marti Solzina qui exerçait la charge de « *mostassà* » (responsable des marchés urbains), et en second lieu un groupe de vingt-six maîtres artisans; ensuite furent expulsés un avocat et d'autres fonctionnaires. On accusa le reste des syndics d'assister à des réunions clandestines, qui fut dénoncé et emprisonné; sous la torture il avoua l'existence d'une conspiration de la

*Busca* contre l'oligarchie dominante, comme le désirait celle-ci pour en finir complètement avec l'opposition (mai 1462).

- 37 Il s'ensuivit la condamnation à mort des supposés conspirateurs : deux *Buscaris* modérés (Francesc Pallarès, Pere Destorrent), dirigeants du parti et ex-conseillers, qui moururent étranglés et furent exposés en public; quelques jours plus tard, trois autres moururent de la même façon tandis que le cordonnier qui avait avoué sous la torture fut pendu. Quelques syndics plus connus furent exilés dans l'île de Sardaigne.
- 38 Ces crimes politiques de l'oligarchie urbaine alliée aux dirigeants nobles et ecclésiastiques de la « Generalitat de Catalunya », qui, de fait, gouvernaient au lieu du roi, furent justifiés sous couverture du bien public dans des lettres envoyées par ces autorités à tout le pays. La même excuse servit pour commencer une guerre civile contre une monarchie coupable d'absolutisme, principe contraire au pactisme établi par les états supérieurs de la Catalogne avec le premier roi de la dynastie Trastamara depuis 1412<sup>13</sup>.
- 39 Le roi Jean, victorieux par les armes avec l'aide de Louis XI de France, rentra à Barcelone au bout de dix ans, renouvela quand même les pactes traditionnels avec ses sujets pardonnés et laissa bientôt la place à son fils et successeur Ferdinand dit le Catholique. Le règne de ce souverain, long et fructueux, apporta de grandes nouveautés au gouvernement municipal de Barcelone moyennant des privilèges qui lui donnèrent un caractère encore plus aristocratique qu'auparavant. Ce fut le résultat de la collaboration du roi avec des patriciens, quelques-uns de familles de tradition *buscari* comme les Destorrent, tous unis pour envisager la récupération de la ville<sup>14</sup>.
- 40 Donc, nous pouvons affirmer que l'ouverture du système vers une certaine démocratisation et l'épisode du syndicat des trois états et du peuple de Barcelone fut une étape passagère et sans aucune continuité dans l'histoire locale.

---

## NOTES

1. C. Batlle, *La crisis social y económica de Barcelona a mediados del siglo XV*, 2 vols. Universidad de Barcelona, 1973.
2. C. Carrère, *Barcelone centre économique à l'époque des difficultés 1380-1462*, 2 vols., Paris, La Haye, 1967.
3. J. M. Font Rius, *Jaume I i la municipalitat de Barcelona, Discours inaugural...* Universitat de Barcelona, 1977.
4. C. Batlle, « Aportacions a la història d'una revolta popular : Barcelona 1285 », in *Estudis d'Història Medieval*, II, Barcelona, Institut d'Estudis Catalans, 1970, pp. 19-29. Ph. Wolff, « L'épisode de Berenger Oller à Barcelone en 1285 », *Anuario de Estudios Medievales*, 5, 1968 (1970), pp. 209-222.
5. C. Batlle, « Intentos de democratización de un gobierno municipal : Barcelona en el siglo XIV », in *Villes de l'Europe Méditerranéenne et de l'Europe occidentale*, Actes du Colloque de Nice, 1969, pp. 69-79.

6. J. Heers, *Les partis et la vie politique dans l'Occident médiéval*, Paris, 1981, pp. 203-212.
  - C. Batlle, « Retorn a la Busca i la Biga, els dos partits de la Barcelona medieval », in *Acta Mediaevalia*, 3, 1982, pp. 229-234.
  7. J. M. Quadrado, *Forenses y ciudadanos*, Palma de Mallorca, reed. 1986.
  8. *Dietari o Llibre de Jornades (1411-1484)* de Jaume Safont, ed. J. M. Sans Travé, Barcelona, Fundació Noguera, 1992; les commentaires de Safont sur le syndicat se trouvent surtout aux pages 66-84.
  9. C. Batlle, « Una familia barcelonesa : los Deztorrent », in *Anuario des Estudios Medievales*, 1 (1964), pp. 471-488.
  10. C. Batlle, « El sindicato del pueblo de Barcelona en 1454 », *Comunicación al VI Congreso de la Corona de Aragón*, Madrid, 1959, pp. 291-303.
  11. P. Negre, « El linaje de Requesens », in *Anales del Instituto de Estudios Gerundenses*, 10, 1955, pp. 25-148.
  12. Dans son *Dietari*, cité plus haut, Safont copie les comptes un à un et les noms des destinataires, pages 78-80.
  13. J. Sobrequés, *El pactisme a Catalunya*, Barcelona, Eds. 62, 1982. S. Sobrequés, *La guerra civil catalana del segle XV*, 2 vols., Barcelona, Eds. 62, 1973.
  14. J. Vicens Vives, *Ferran II i la ciutat de Barcelona (1479-1516)*, 3 vols., Universitat de Barcelona, 1936-1937.
- 

## INDEX

**Mots-clés** : élites, histoire, partis, pouvoir, syndicat

**Index géographique** : France

**Index chronologique** : Moyen Âge

## AUTEUR

**CARMEN BATLLE**

Université de Barcelone